

**Volet B**
**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte**

 Réservé
au
Moniteur
belge


19314795


 Déposé
14-04-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 17/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0724901091

Dénomination

(en entier) : Empreintes EP

(en abrégé) :

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue Nanon 98

5000 Namur

Belgique

Objet de l'acte : Constitution**ASSEMBLEE GENERALE DE CREATION****14 novembre 2018****COMPTE RENDU et DECISIONS**

Présent.e.s : Elise Beyens, Xavier Gillon, Elise Lekane, Hugo Nassogne et Kevin Pirotte.

Invité : Etienne Cléda

Décision de la fondation et de l'adoption des statuts

Suite à la lecture intégrale des statuts (jointes en annexe), les membres fondateurs adoptent ces statuts et décident de fonder l'ASBL « Empreintes EP » à l'unanimité.

Empreintes EP partage le projet associatif d'Empreintes. Les lettres EP font référence à l'éducation permanente et à éducation précarité.

Administrateurs

Les membres de l'assemblée générale désignent à l'unanimité en qualité d'administrateurs :

Xavier Gillon, Rue Louis Hicguet, 13 – 5002 Saint-Servais - 84030131186

Elise Lekane, Rue Florent Piret, 12 – 5020 Vedrin - 91082831239

Hugo Nassogne, Bld. Des Combattants, 8 – 5530 Evrehailles - 88100524172

qui acceptent ce mandat.

Commissaires

Compte tenu des critères légaux, les fondateurs décident de ne pas nommer de commissaire-réviseur.

Par conséquent, l'AG nomme un vérificateur aux comptes lors de sa première assemblée. Il s'agit de Kevin Pirotte.

Délégation de pouvoir

L'Assemblée générale charge le président qui sera désigné par le Conseil d'administration de procéder au dépôt des présents statuts au Greffe du Tribunal de Commerce.

Approbation en séance du présent compte-rendu.

Le présent compte-rendu est approuvé en séance par les membres présents.

Fait à Namur, le 14 novembre 2018.

Empreintes EP asbl**STATUTS****Adoptés le 14 novembre 2018****TITRE 1 - Dénomination, siège social, objet et durée**

Art. 1 - L'association est dénommée « Empreintes EP ».

Art. 2 - Son siège social est établi Rue Nanon, 98 – 5000 Namur. Il est situé dans l'arrondissement judiciaire de Namur. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de Belgique par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Art. 3 –

Volet B - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 17/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

§ 1 - L'association a pour but : de renforcer la capacité des personnes qui vivent une situation de précarité à être davantage actrices de leur environnement.

§ 2 - Elle réalise son objet notamment

par le développement d'activités de sensibilisation, d'expression, de confrontation, d'échange et de réflexion visant à stimuler l'implication de ces personnes dans la vie de la cité et à impulser de nouveaux débats de société

par le développement d'outils pédagogiques

par l'organisation de formation de volontaires et de professionnels

par la rédaction et la diffusion de publications

§3 - elle peut accomplir tout acte se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

Art. 4 – L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment.

TITRE 2 - Associés

Art. 5 –

§ 1 - L'association est composée de membres effectifs. Le nombre minimum de membres effectifs ne peut être inférieur à quatre. Ils jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi et les présents statuts.

§ 2 - Sont membres effectifs :

Les comparants au présent acte,

Les personnes physiques, proposées par le conseil d'administration de l'asbl Empreintes (421.899.322), admises ultérieurement en cette qualité par l'assemblée générale statuant à la majorité absolue des voix présentes et représentées.

§ 3 - Tout membre adhère aux objectifs de l'association tels que définis à l'article 3.

Art. 6 – Les membres effectifs sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par simple lettre au conseil d'administration.

En cas de non respect des statuts ou de la loi ou d'actions contraires aux intérêts de l'association, l'exclusion d'un membre effectif peut être prononcée, sur proposition du conseil d'administration, par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres effectifs qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois.

Les membres démissionnaires, suspendus ou exclus n'ont aucun droit sur le fonds social et ne peuvent réclamer ou requérir ni relevés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

Art. 7 – Un registre des membres effectifs est conservé au siège social et toute modification (admission, démission, décès, exclusion) y est inscrite au plus tard dans le mois qui suit la modification. Le registre est signé par une personne habilitée à représenter l'association. Si la liste des membres effectifs subit une modification au cours d'une année, le conseil d'administration a l'obligation de déposer au Greffe du tribunal de commerce la liste actualisée par ordre alphabétique, dans le mois qui suit la date de l'assemblée générale ordinaire

TITRE 3 - Assemblée générale

Art. 8 - L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou, s'il est absent, par un administrateur désigné.

Art. 9 - L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts, à savoir :

l'admission des membres effectifs,

l'approbation des comptes et budgets,

le choix des thèmes prioritaires sur lesquels l'association accentuera son action,

la nomination et la révocation des administrateurs,

la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération, dans les cas prévus par la loi,

l'octroi de la décharge à octroyer aux administrateurs et, le cas échéant, aux commissaires,

la modification des statuts dans les règles définies par la loi et rappelées à l'article 11, alinéa 1 des présents statuts,

la dissolution volontaire de l'association dans les règles définies par la loi et rappelées à l'article 11, alinéa 2 des présents statuts,

l'exclusion des membres effectifs dans les règles définies par la loi et rappelées à l'article 11, alinéa 3 des présents statuts.

Art. 10 - Les règles légales particulières pour modifier les statuts, dissoudre l'association et exclure un membre sont respectivement les suivantes :

1° L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion. »

2° L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix présentes et représentées.

3° L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution que si les deux tiers des membres ne

sont pas présents ou représentés. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

Aucune décision de dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Art. 11 –

§ 1 - Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année dans le courant du 1^{er} semestre qui suit la fin de l'exercice social.

§ 2 - L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision d'au moins trois administrateurs ou à la demande écrite d'un cinquième des membres effectifs au moins, demande adressée par écrit au président du conseil.

§ 3 - Les membres effectifs sont convoqués aux assemblées générales par courrier ordinaire, signé par le président ou un administrateur, adressé dix jours au moins avant la date de la réunion. La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Toute proposition écrite, signée par un vingtième des membres effectifs et adressée par écrit au président du conseil d'administration au moins huit jours avant la date prévue de la réunion doit être portée à l'ordre du jour. Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée générale peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour en début de réunion, pour autant que la majorité absolue de ses membres présents et représentés en décide.

Art. 12 – Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire remplacer par un autre membre effectif, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus d'une procuration.

Art. 13 : L'assemblée générale peut valablement délibérer dès que la moitié de ses membres effectifs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. Chaque membre effectif dispose d'une voix.

Art. 14 – Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux, signés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement.

Les décisions d'ordre individuel sont éventuellement portées à la connaissance des tiers qui justifient d'un intérêt par simple lettre signée par le président.

TITRE 4 - Conseil d'administration

Art. 15 - L'association est dirigée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale parmi les membres effectifs de l'association, et en tout temps révocables par elle. Le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres effectifs.

Art. 16 – La durée du mandat est de deux ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'un mandat, l'administrateur nommé par l'assemblée générale pour y pourvoir, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Si à la suite d'une démission, le nombre d'administrateurs est inférieur à trois, l'administrateur démissionnaire devra rester en fonction durant un délai de deux mois, afin que le Conseil puisse organiser la réunion de l'assemblée générale qui procédera à l'élection d'un remplaçant. Dans ce cas, le Conseil fera publier conjointement la démission et l'élection dans le mois qui suit la réunion de l'assemblée.

Dans les autres cas, la démission est effective à la réception du courrier par le président du Conseil et doit être publiée, comme toute autre modification de la composition du conseil d'administration, dans le mois qui suit au Greffe du tribunal de commerce pour publication aux Annexes du Moniteur belge.

Art. 17 – Le conseil désigne parmi ses membres un président et éventuellement un ou plusieurs vice-présidents, un trésorier, et un secrétaire. Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou, à défaut, par un administrateur désigné.

Art. 18 – Le conseil se réunit sur convocation du président ou à défaut de l'administrateur désigné à cet effet, chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent ou à la demande d'un administrateur. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix présentes. Un administrateur ne peut pas se faire représenter par un autre administrateur.

Art. 19 – Les décisions du conseil sont consignées dans des procès verbaux de réunion et après approbation, sont signés par le président ou un administrateur désigné et conservé dans un registre au siège social. Les membres effectifs peuvent en obtenir une copie sur simple demande ou en prendre connaissance en respectant les dispositions prévues à l'article 10 de la loi du 2 mai 2002.

Art. 20 – Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Sont exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou par les présents statuts à celle de l'assemblée générale.

Art. 21 – Le conseil peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature y afférente, à l'un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs tiers. S'ils sont plusieurs, ils agissent individuellement.

Art. 22 – Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration, représenté par le président ou par l'administrateur désigné à cet effet, chacun pouvant agir individuellement.

Art. 23 – Les actes qui engagent l'association, autres que de gestion journalière et liés à une délégation spéciale, sont signés conjointement par le président et un autre administrateur, lesquels n'ont pas à justifier de leurs

pouvoirs à l'égard des tiers. Les actes de gestion journalière sont signés par la personne en charge de la gestion journalière et les actes liés à une délégation spéciale sont signés par la (les) personne(s) déléguée(s) à cet effet. Le Conseil veillera à faire publier aux Annexes du Moniteur belge, toute modification concernant la composition du conseil, l'identité de la personne déléguée à la gestion journalière et l'identité des personnes habilitées à signer des actes engageant l'association, qu'ils soient de gestion journalière ou autres, au plus tard dans le mois qui suit la modification.

Art. 24 – Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Art. 25 – Un règlement d'ordre intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le présente à l'assemblée générale pour approbation et pour toutes modifications éventuelles.

TITRE 5 - Comptes et budgets

Art. 26 – L'exercice social de l'association commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Le conseil d'administration établit les comptes de l'année écoulée selon les dispositions prévues par l'article 17 de la loi du 2 mai 2002 ainsi que les budgets de l'année suivante et les soumet à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

TITRE 6 - Dispositions diverses

Art. 27 – Sauf dissolution judiciaire, seule l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de l'association conformément à l'article 20 de la loi du 27 juin 1921. Dans ce cas, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération éventuelle, et indique l'affectation à donner à l'actif net, celle-ci ne pouvant être faite qu'à des fins désintéressées, à une association sans but lucratif qui poursuit un objet similaire.

Art. 28 – Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921, modifiée par la loi du 2 mai 2002, régissant les associations sans but lucratif.

Conseil d'administration

14 novembre 2018

COMPTE RENDU

Présent.e.s : Xavier Gillon, Elise Lekane et Hugo Nassogne.

Invités : Elise Beyens, Etienne Cléda et Kevin Pirotte

1. Constitution

Le CA, constitué des personnes désignées par l'assemblée générale de création du jour, est mis en place.

2. Fonctions

Les membres du CA désignent en leur sein :

Président : Xavier Gillon

Vice-Présidente : Elise Lekane

Trésorier : Hugo Nassogne

3. Ouverture d'un compte bancaire

Le CA mandate le président et le trésorier afin qu'ils ouvrent un compte bancaire auprès de la banque TRIODOS dès que les statuts auront été publiés au Moniteur.

4. Membres

Le CA propose à l'AG d'admettre Romain Dusart Jonas Hanssens, Doriane Manet et Hugo Roegiers en tant que membres effectifs de l'asbl.

Fait à Namur, le 14 novembre 2018.